

**Séance ordinaire du
mardi 4 avril 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER

**"Permis de Louer" - Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°1 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

En vue d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne et de renforcer la lutte contre les marchands de sommeil, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 a ouvert la possibilité de soumettre les bailleurs à un régime d'autorisation ou de déclaration préalable de mise en location. Montpellier Méditerranée Métropole, autorité compétente, a décidé, par délibération en date du 15 septembre 2020, de mettre en place le « *permis de louer* ».

A la suite de la délibération du Conseil municipal du 30 novembre 2020, une convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du « *permis de louer* » a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. L'autorisation de mise en location a été mise en œuvre dans le cadre un périmètre défini sur la Commune de Montpellier au sein du quartier de Celleneuve au 1^{er} avril 2021.

La volonté était d'assurer la meilleure articulation possible avec les actions de lutte contre l'habitat indigne déjà menées par la Ville de Montpellier, notamment les visites des logements réalisées dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de police du Préfet et de la convention « *décence* » avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Compte tenu de la volonté de la Ville de Montpellier de renforcer son action en matière de lutte contre l'habitat indigne et non décent, il a été proposé de confier l'instruction et le suivi des demandes d'autorisations préalables de mise en location au Service Habitat, Santé et Environnement (SHSE – ex SCHS).

L'article 9 de la convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du « permis de louer » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier prévoyait d'évaluer la mise en place de ce dispositif dans un délai d'un an à compter du 1^{er} avril 2021. Au regard de cette évaluation, réalisée en 2022, il est proposé des ajustements sur les modalités d'instruction des demandes et d'étendre le périmètre du « *permis de louer* » au quartier du Faubourg Figuerolles. Enfin, il est proposé de renforcer les actions de contrôle permettant d'identifier les propriétaires en infraction avec le « *permis de louer* » par l'exploitation des données communiquées par la CAF de l'Hérault sur les ouvertures de droit pour les allocations logement dans les périmètres du « *permis de louer* ».

Le présent avenant à la convention a pour objet de préciser:

- L'extension du périmètre soumis au « *permis de louer* » sur le territoire de la Ville de Montpellier et dont la mise en œuvre et le suivi sont assurés par la Ville de Montpellier ;
- Les modalités pratiques d'instruction des demandes entre les services de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- Les modalités de communication et d'exploitation des données transmises par la CAF entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du « *permis de louer* » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n1 Convention 3M-Ville de Montpellier - PDL.docx

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20230404-227008-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.